

annoncées par le président Nixon. Par suite des liens étroits entre les deux pays, naturellement, il est sans doute vrai que le Canada tirera certains avantages dans la mesure où les initiatives prises par l'administration pour consolider l'économie des États-Unis parviendront à réaliser leur objectif.

La répercussion initiale de la surtaxe sur l'économie générale du Canada ne sera probablement pas trop profonde. Toutefois, la surtaxe pose de graves problèmes immédiats pour certains secteurs de l'économie et ce sont ces problèmes que le bill actuel est destiné à atténuer. Plus longtemps la surtaxe s'appliquera aux marchandises canadiennes, plus désastreuse sera la répercussion de la mesure sur l'ensemble de l'économie, répercussion qui pourrait plus que neutraliser les avantages qui résulteraient d'une accélération dans l'expansion de l'économie des États-Unis.

L'hon. M. Hees: Jean-Luc a dit tout cela cet après-midi et il l'a exposé un peu mieux, Ben. Passez simplement les prochains paragraphes et venez-en à la substance de ce que vous allez faire.

L'hon. M. Benson: Quatre jours après l'annonce des mesures économiques américaines, le ministre de l'Industrie et du Commerce et moi-même—malheureusement George Hees était en vacances et n'a pu se joindre à nous—avons dirigé une délégation canadienne à Washington afin d'y rencontrer le secrétaire au Trésor, M. John Connally, le secrétaire au Commerce, M. Maurice Stans, et leurs principaux collaborateurs. Le principal objet de nos conversations était de leur expliquer que tout préjudice causé au Canada ne pourrait que nuire à leur programme au lieu d'en faciliter le déroulement et qu'il était dans leur intérêt d'exempter le Canada de la surtaxe.

Au cours de notre entretien avec les représentants de l'administration américaine, nous avons reconnu d'emblée la nécessité pour les États-Unis de prendre les mesures nécessaires au rétablissement de leur balance des paiements. Nous avons admis qu'elle posait un problème de plus en plus critique non seulement pour les États-Unis mais également pour la stabilité du commerce international et des systèmes monétaires.

L'hon. M. Stanfield: Vous ont-ils demandé vos services?

L'hon. M. Benson: Oui; ils m'ont demandé de les aider le plus possible au sein du Groupe des Dix. La solution de ces problèmes et l'amélioration de l'économie nationale des États-Unis, par des moyens justes et efficaces, sont dans l'intérêt de toutes les nations du monde occidental. Le Canada, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne bénéficieront tous, de même que le Japon, s'ils améliorent leur situation. Nous avons cependant souligné que, pour les États-Unis, tenter de régler leurs problèmes de balance des paiements par des mesures aptes à entraîner des dommages disproportionnés à l'économie canadienne serait malthusien. Le Canada est le meilleur client des États-Unis. Les Canadiens achètent à peu près le quart des exportations américaines, soit plus que l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et le Japon conjointement. Si les États-Unis adoptent des mesures néfastes pour l'expansion de l'économie canadienne, le Canada se verra forcé à restreindre les produits et les services qu'il peut en importer.

Nous avons également fait remarquer aux autorités américaines que les raisons invoquées par le président

pour justifier la surtaxe ne s'appliquaient pas au Canada. Nous n'avons pas évalué notre monnaie de façon déloyale par rapport au dollar É.-U. Il y a eu un an au mois de mai que nous avons laissé flotter notre dollar qui est soumis chaque jour aux lois de l'offre et de la demande. Il en a résulté que le taux d'échange a augmenté de plus de 6 p. 100, ce qui ne peut certainement pas être considéré comme déloyal au sens employé par le président Nixon.

De plus, le gouvernement américain n'a pas prétendu que nous imposions des restrictions commerciales qui nuisent considérablement à ses exportations vers notre pays, reproche qu'il a adressé à d'autres pays. Vu la grande quantité et la diversité des échanges commerciaux entre les deux pays, il existe, bien entendu, presque toujours des problèmes secondaires pour chaque gouvernement, mais les États-Unis ont reconnu qu'il n'y a pas à l'heure actuelle entre nos deux pays de problèmes qu'ils considèrent comme sérieux.

Bien que les États-Unis aient manifesté leur préoccupation en raison du fort excédent que le Canada a réalisé dans ses activités commerciales avec eux l'an dernier, nous avons fait valoir que cela pouvait s'expliquer par plusieurs facteurs particuliers et temporaires. Cet excédent de plus d'un milliard de dollars a été plus qu'annulé par le déficit que nous avons accusé dans nos activités non commerciales avec les États-Unis, si bien qu'à la fin de l'année dernière nous accusions un léger déficit global au compte courant. Étant donné les progrès de l'économie canadienne et l'augmentation de nos importations qui en a résulté, notre excédent commercial avec les États-Unis est en voie de diminuer et le déficit au compte courant en voie d'augmenter.

• (8.40 p.m.)

Ces derniers mois ont aussi été marqués par une baisse considérable des entrées de capitaux à long terme au Canada, ce qui, sans doute, reflète dans une certaine mesure la demande que j'avais adressée aux provinces, aux municipalités et aux sociétés de restreindre leurs emprunts à l'étranger autant que possible, à cause de la pression ascendante qui s'exerçait à certains endroits sur le dollar canadien. Alors que notre souci le plus immédiat et le plus pressant est l'effet de la surtaxe sur les exportations canadiennes, la série de mesures de protection proposées par le gouvernement laisse supposer à plus longue échéance des répercussions dont l'importance pourra être encore plus fondamentale.

Depuis le milieu des années 30, le monde s'est détourné du protectionnisme. Le Canada et de nombreux autres pays ont collaboré avec les États-Unis pour réduire considérablement les barrières dressées contre le commerce international, y compris les nôtres. Cette démarche était conforme à notre propre politique industrielle et commerciale et, à vrai dire, en formait un élément vital. Dans ce cadre, divers gouvernements canadiens ont cherché à édifier une industrie manufacturière saine et viable qui échapperait à une dépendance excessive de la production des richesses naturelles et qui offrirait de l'emploi aux effectifs de notre main-d'œuvre qui croissent rapidement. Auparavant, le secteur de la fabrication se bornait notamment à produire sous un volume relativement restreint un vaste éventail de marchandises destinées à alimenter le seul marché canadien.